

L'UDC seule contre tous sur la limitation de la population

PARLEMENT Au terme d'un débat fleuve qui a vu plus de 100 prises de parole à la tribune, le Conseil national a rejeté hier l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions». Le ton s'est durci en prévision d'une votation décisive pour l'avenir des relations avec l'Europe

YAN PAUCHARD, BERNE

Près de 100 parlementaires inscrits avec un temps de parole de cinq minutes chacun, sans oublier les questions intermédiaires (les *Zwischenfragen*, en jargon fédéral), les interventions des deux rapporteurs de commission et du conseiller fédéral chargé du dossier, Beat Jans. Le débat sur l'initiative populaire UDC «Pas de Suisse à 10 millions!» s'est révélé une véritable épreuve d'endurance hier au Conseil national; alors même qu'une vingtaine d'élus s'étaient déjà exprimés lundi lors de l'ouverture des discussions. Au final, onze heures de débat sur deux jours pour un vote sans surprise, l'UDC étant l'unique formation politique à défendre le texte qui demande une limitation du nombre d'habitants à 10 millions d'ici à 2050. La Chambre du peuple l'a ainsi rejeté par 121 voix contre 64 et 6 abstentions.

La veille, au vu de la longueur attendue des débats, la présidente du Conseil national, la PLR argovienne Maja Riniker, avait annoncé une séance dite «open end», c'est-à-dire qui ne se termine qu'à la fin des débats, potentiellement tard (en mars 2021, une séance sur des mesures covid s'était achevée à 0h38). Peut-être une manière de mettre la pression sur les partis pour qu'ils réfrènent leurs ardeurs. Mais pas de quoi impressionner l'UDC, où des directives ont rapidement été données pour qu'aucun interlocuteur inscrit ne retire sa prise de parole. «A l'exception de notre collègue Pierre-André Page [le Fribourgeois est vice-président du National, ndlr], je crois qu'on va tous monter à la tribune», glissait ainsi un élu UDC à l'ouverture de la séance.

L'UDC a clairement voulu engager une épreuve de force. «C'est un tournant», confirmait ainsi il y a quelques jours la vice-présidente du parti, la Genevoise Céline Amaudruz. Ils ont ainsi été plus



«Une nation qui ne croît pas, c'est une nation qui meurt à petit feu»

PHILIPPE NANTERMOD, CONSEILLER NATIONAL (PLR/VS)

d'une soixantaine à dénoncer en plénum la saturation du pays, en lien avec une immigration jugée incontrôlée. «Dix millions d'habitants, ce n'est pas un chiffre abstrait, c'est plus de voitures dans des embouteillages déjà chroniques, des trains bondés aux heures de pointe, du béton qui remplace nos terres agricoles, nos forêts et nos espaces naturels», a insisté le conseiller national Sylvain Freymond, également président de l'UDC Vaud. Et son collègue de parti le Zurichois Benjamin Fischer de demander à l'assemblée: «Je suis allé à Hongkong, j'ai vu qu'on pouvait entasser des gens dans des gratte-ciel... C'est cela que nous voulons?»

«Retour aux années Schwarzenbach»

A gauche, on n'a eu de cesse de dénoncer un texte qui, sous le couvert de la durabilité, fait des étrangers des boucs émissaires de tous les maux du pays. Des élus ont rappelé que l'initiative prévoit des premières mesures dès le cap de 9,5 millions d'habitants franchi, sur l'asile et le regroupement familial. La Verte Léonore Porchet a accusé l'UDC de vouloir recréer «un statut de saisonnier – un retour en arrière inacceptable». La Vaudoise qui a eu une pensée pour son grand-père, saisonnier et qui

a participé à la construction du viaduc autoroutier de Villeneuve, «dans le climat raciste des années Schwarzenbach».

Hormis l'UDC, les autres partis ont fait bloc. Tous ont envoyé leurs témoins au front. «C'est la bataille du siècle», justifiait-on dans la salle des pas perdus. Les prochains mois promettent d'être décisifs. Un oui à l'initiative – on pourrait voter en juin 2026 – remettrait en cause les accords de libre circulation et ferait voler en éclats l'ensemble des négociations avec l'UE avant même que la population puisse se prononcer sur le paquet d'accords.

En cas d'acceptation du texte, «les bilatérales III seraient un accord mort-né», a martelé le rapporteur de la commission, le socialiste vaudois Jean Tschopp. Pour de nombreux orateurs, l'initiative UDC représente un réel danger pour la prospérité du pays, en privant son économie de la main-d'œuvre étrangère nécessaire. «Il n'y a pas de Suisse de 2050 si la Suisse de 2050 est la Suisse de 2025», a prévenu le PLR valaisan Philippe Nantermod. Une nation qui ne croît pas, c'est une nation qui meurt à petit feu.»

Contre-projet rejeté

Le Conseil national a également largement rejeté la proposition du Centre (161 voix contre 30), qui défendait l'idée d'introduire une clause de sauvegarde comme contre-projet direct au texte. «L'initiative répond à une préoccupation présente dans de nombreux milieux, pas seulement de droite, a prévenu l'ancien président du parti, le Zougois Gerhard Pfister. Mais elle ne résout pas correctement le problème, posant plutôt un ultimatum à la population: soit une limitation de l'immigration, soit la fin des accords bilatéraux». Mais la proposition centriste a été rejetée. A gauche, on estimait qu'un contre-projet légitimerait en partie l'argumentaire de l'UDC.

Au terme de ce débat fleuve, les propos du rapporteur de commission Jean Tschopp résumaient bien le sentiment général: «C'est le peuple qui aura le dernier mot en 2026. Tout commence maintenant, et chaque jour qui nous sépare de la votation a son importance dans la formation de l'opinion.» ■